

Identité et diversité européennes

1

Carte

Les fondements d'une identité européenne

➔ *Voir page suivante*

Les fondements d'une identité européenne

I Un "objet géographique non identifié" (J. Lévy)

1 "Une sorte de cap du vieux continent, un appendice occidental de l'Asie" (P. Valéry)

E U R O P E
le plus petit des cinq continents :
9,6 millions de km²
(Russie européenne comprise)

2 des bornages conventionnels

■ ■ ■ un cadrage traditionnel



un contact maritime remarquable (détroits)



île reconnue comme "européenne"



une géographie de l'Empire russe au XVIIIe siècle (Vassili Tatitchchev)

3 un centre de gravité évolutif



ancien (jusqu'à la fin du XVe siècle)



nouveau (avec la mise en place du commerce triangulaire)

II Une marquerterie de cultures très variées

1 des matrices géoculturelles composites

Religions dominantes



à l'Est : Orthodoxie



au Nord : Protestantisme



au Sud : Catholicisme



religion musulmane



importantes communautés juives

Principales familles linguistiques



romane



slave



germanique



autres

2 quel cadre de vie ? : "L'Europe est une ville" (P. Valéry)



l' "Euromégapole" : axe "central" du continent européen

III Un produit du temps long

1 l'espace d'une mémoire et d'un projet unificateur



▲▲▲ limite Nord de l'Empire Romain (au IIe siècle)



une bipolarisation spatiale accentuée à l'époque de la Guerre Froide (1947-1989) le "Rideau de fer" (W. Churchill, 1946)

Une histoire politique originale entre supranationalité et fédéralisme



pays ayant formé la Communauté économique européenne (CEE) "Europe des Six" (1957)



le Conseil européen de Copenhague (fixation des critères d'adhésion, 1993)

2 deux types de capitalisme divergents

Modèles représentatifs d'une :



économie libérale de marché (ELM)



économie coordonnée par le marché (ECM)

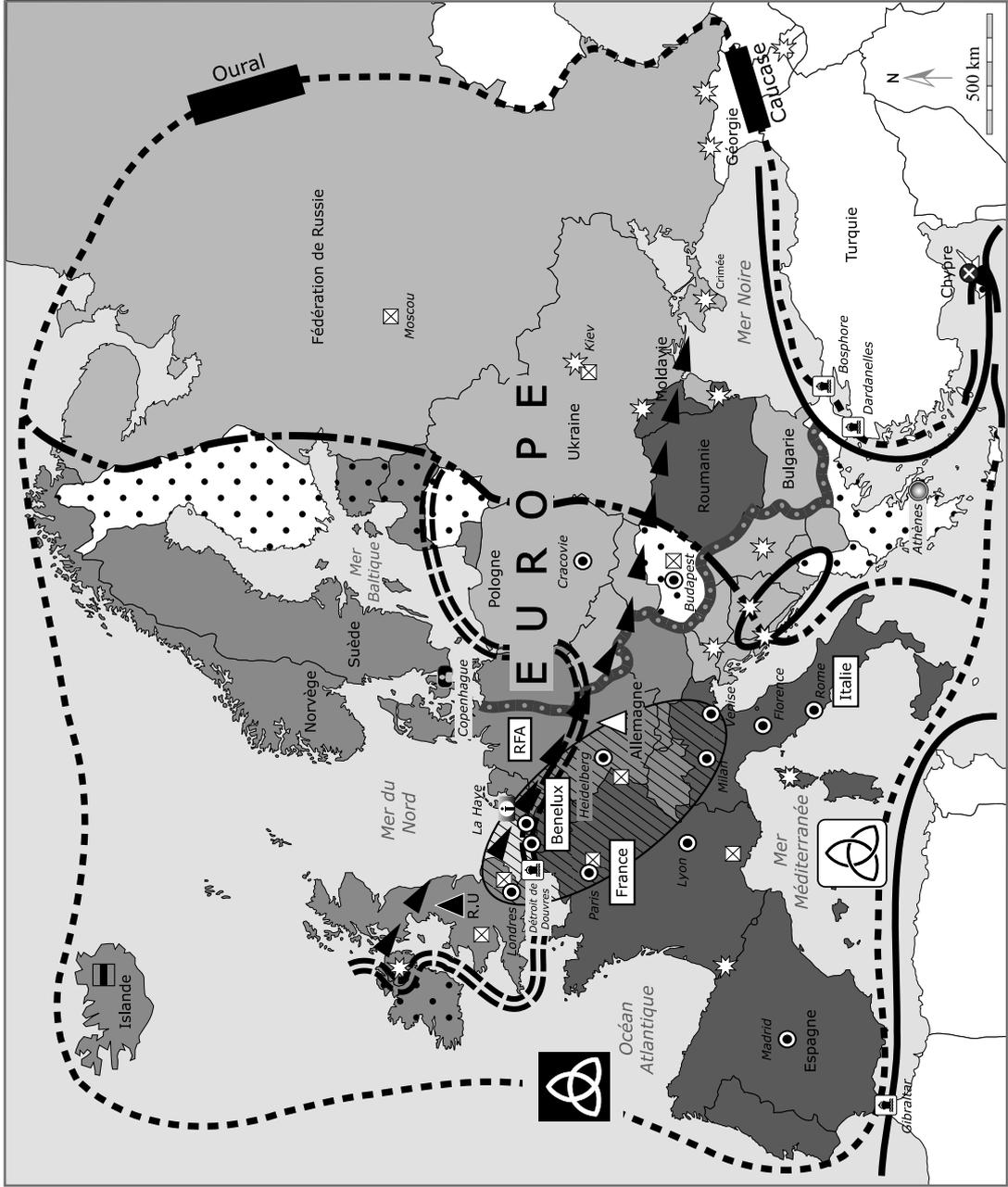
3 des enjeux sécuritaires à l'image d'un continent fragmenté



tensions communautaires, luttes autonomistes avec violence, conflits récents



le cas complexe de Chypre île divisée (contentieux non réglé, occupation turque au Nord)



Questions : quoi ? qui ?

L'idée d'Europe dans l'Histoire

La première question qui se pose est de savoir si la notion d'Europe ne renvoie pas à l'idée d'une civilisation commune et d'un héritage culturel commun. C'est vrai dans une certaine mesure car des courants culturels communs ont traversé son histoire :

- au Moyen Âge, l'unité spirituelle de l'Europe était cimentée autour de la foi chrétienne ;
- au XVI^e siècle, la Réforme développe la première théorie de l'autonomie notamment économique qui expliquera largement son rôle dans l'essor du capitalisme ;
- au XVIII^e siècle, raison et d'autres concepts novateurs comme le progrès ou le bonheur sont valorisés ;
- au XIX^e siècle, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes conduit à l'éclosion du mouvement des nationalités.

En quelque sorte, ces mouvements – même s'ils n'ont pas touché toute l'Europe – ont contribué à la construire. Pour Jean-Baptiste Duroselle (*L'Idée d'Europe dans l'Histoire*, 1965), le seul élément qui pourrait à la limite caractériser l'Europe comme civilisation, c'est la diversité poussée à l'extrême... Dès lors, l'Europe serait un mythe car « c'est une construction de l'esprit humain à partir d'une réalité géographique mal délimitée ». Et, Jean-Baptiste Duroselle ajoute : « Il y a eu depuis que les hommes réfléchissent, une immense variété d'Europe. » En outre, à une époque donnée, plusieurs conceptions peuvent coexister. Ainsi, au XVIII^e siècle, l'élite intellectuelle est cosmopolite et ses membres se sentent citoyens de l'Europe, parlent la même langue (le français) et manient les mêmes concepts (raison, progrès, tolérance). Dès lors, pour Jean-Jacques Rousseau : « Il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même, il n'y a plus que des Européens. » Cette conception ne s'étend pourtant pas au reste des populations qui prennent conscience de former une communauté linguistique. Aussi, le titre d'un des chapitres de l'ouvrage de Paul Hazard (*De la pensée européenne au XVIII^e siècle*) porte-t-il le titre suivant : « l'Europe ou la fausse Europe ». Pour lui, l'Europe est celle des peuples et en aucun cas celle des intellectuels parlant le français.

La date de naissance de l'Europe

La notion vient des Grecs pour qui elle revêt deux aspects :

- mythologique : phénicienne séduite par Zeus et qui prit la forme d'un taureau ;
- géographique : le terme apparaît à la fin du VIII^e siècle avant J.-C. chez un contemporain d'Hésiode dans un poème intitulé *Apollon Pythien* où il évoque « ceux qui vivent dans le riche Péloponnèse et ceux de l'Europe et ceux des îles baignées par les vagues ». Ici, l'Europe est assimilée à la Grèce continentale. Il se produit ensuite une extension géographique du terme chez Hérodote qui écrit « les Grecs divisent la terre en trois parties Europe, Asie et Libye ».

Notion géographique ou politique ?

Les avis sont partagés. Pour Carlo Curcio (*Europa, Storia di un'idea*, 1958), L'Europe contient un sens politique dès l'Antiquité : « Asie et Europe apparaissent comme deux mondes divers avec une valorisation scientifique de l'Europe non seulement géographique mais psychologique, civile et sociale ». De même, le pseudo-Isocrate oppose-t-il Europe et Asie. L'Europe est assimilée à la Liberté et à la combativité... l'Asie à la servitude. Isocrate dans le *Panegyrique* montre la supériorité des Grecs sur les barbares asiatiques... Mais chez les Grecs, le clivage ne se situe pas entre Européens et Asiatiques mais entre Grecs et Barbares. Chez les Romains, l'Empire reste centré sur la Méditerranée et non sur l'Europe. En conséquence, l'Europe antique se réduit à une expression géographique sans contenu politique... L'Europe des Romains est ainsi délimitée par le *Limes* qui court le long du Danube. L'Empire restera néanmoins un modèle pour les constructions politiques ultérieures (Empire carolingien, Saint Empire romain germanique en 962 et dans les États nationaux en construction à partir du XIII^e siècle comme en témoignent les juristes de Philippe le Bel qui défendent en 1302 dans le *Quaestio in utramque Partem*, le principe d'un roi de France, « *imperator in regno suo* »).

La naissance de l'Europe

Elle résulte d'une double rupture. D'abord, la rupture Orient/Occident qui s'ébauche à la fin du IV^e siècle après J.-C. Elle est marquée d'une part en 395, par la scission entre l'Empire romain d'Occident et l'Empire romain d'Orient et d'autre part, en 476, par la chute de l'Empire romain d'Occident ; celle-ci facilitant la création de royaumes barbares en Occident. Ces deux événements produisent une rupture profonde avec Byzance. L'autre rupture fondamentale entre l'Est et l'Ouest a été l'Église ; l'empereur byzantin n'acceptant pas la primauté de l'évêque de Rome. Les tensions entre occidentaux et orientaux s'exacerbent sur les questions religieuses d'autant qu'entre la fin du VI^e et le début du VII^e siècle, le pape Grégoire I^{er} entreprend l'évangélisation des régions païennes d'Occident (Germanie, Frise, royaumes anglo-saxons). Avec l'extension d'une aire catholique dépassant en Occident les frontières autrefois atteintes par l'Empire romain, la rupture est consommée :

- 863 : schisme de Photius, patriarche de Constantinople ;
- 1054 : schisme de Michel Cérulaire qui provoque la scission définitive entre Catholiques et Orthodoxes (querelle du *Filioque*).

La rupture Nord/Sud résulte de la conquête arabe. En effet, si cette conquête n'avait pas eu lieu, Byzance pouvait prétendre à faire resurgir la perspective d'une *Respublica Romana* sous la forme d'une communauté spirituelle agrandie au Nord mais toujours centrée sur la Méditerranée. C'est un espoir que caresse Justinien au VI^e siècle. Or, avec la conquête arabe, Byzance doit se retrancher militairement et commercialement sur les restes de son Empire. Les rivages africains et asiatiques de la Méditerranée furent rattachés à un ensemble culturel différent : l'Islam. Dès 711, les Arabes franchissent le détroit de Gibraltar et effectuent la conquête de l'Espagne byzantine et wisigothique. La conquête arabe marque la fin du système de la *Mare Nostrum* même si elle suscite une certaine solidarité entre chrétiens ; le terme d'Europe resurgit. À propos de la bataille de Poitiers (732) Isidore le Jeune évoque en 769 l'armée des Européens rassemblés contre les musulmans.

Une culture européenne ?

Il est difficile de répondre à cette question tant la diversité est grande... Et, il semble présomptueux de repérer un horizon commun. Or, sur le plan cinématographique des efforts ont été faits à l'instar de *Joyeux Noël* réalisé par Christian Caron. Production germano-britannico-franco-belgo-roumaine, c'est

un bon exemple de film européen. Il réunit en effet les acteurs issus de quatre pays : Guillaume Canet et Dany Boon (France), Diane Krüger et Benno Fürmann (Allemagne), Lucas Belvaux (Belgique) et Gary Lewis (Royaume-Uni) avec des tournages extérieurs en Écosse, France, à Berlin et principalement en Roumanie. Ce film a bénéficié d'un financement des fonds de soutien au cinéma mis en place par les principaux pays : avance sur recettes du centre national du cinéma en France, *Filmförderungsanstalt* en Allemagne et a reçu un financement européen via le programme *Media* du conseil de l'Europe et le fonds de soutien à la coproduction *Eurimages*... L'Europe de la Culture semble en marche même si les sommes allouées à l'Éducation et la Culture ne représentent que 16,8 milliards d'euros dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020 (soit moins de 2 % des dépenses totales de l'UE).

Existe-t-il une société européenne ?

L'idée de société désigne l'ensemble des facteurs (pratiques, valeurs, modes de socialisation) qui permettent de coordonner les conduites d'un groupe d'individus. La société moderne se caractérise par un ensemble de mutations démographiques, culturelles et politiques dont l'Europe offre un exemple des plus aboutis. Déjà, à la fin des années 1980, l'historien allemand Hartmut Kaelble s'était interrogé sur la convergence des sociétés européennes depuis 1880 (*Vers une société européenne 1880-1980*). Il observait une « tendance accrue à la ressemblance [...] dans quatre domaines essentiels : la productivité industrielle et la population active, l'éducation, l'urbanisation, le développement de l'État-providence » et ajoutait : « dans d'autres domaines, comme la structure familiale et les conflits du travail, elle est moins nette – encore que les différences soient en réalité peu importantes, et n'aient certainement pas tendance à s'accroître ». Quelles sont les tendances actuelles presque trente ans après la publication de l'ouvrage d'Hartmut Kaelble ?

L'Europe présente plus de convergences que de divergences. Au plan démographique, le processus de transition démographique a conduit à une baisse des taux de fécondité à mesure que progressait l'alphabétisation : en moyenne, les taux de fécondité se situent à 1,59 enfant par femme (Eurostat) et seules la France et l'Irlande ont un indice de fécondité proche de 2 enfants par femme. L'âge moyen de la maternité s'élève presque partout à 30 ans avec cependant quelques écarts : 31,2 ans en Italie et 28,4 ans en Lettonie. La démographie européenne témoigne également d'un net recul de l'emprise des religions sur le comportement et l'organisation des familles :

- entre 2000 et 2009, le taux de divorces a progressé de 1,8 à 2 ‰ mais de 0,9 ‰ à 2,4 ‰ en Espagne et de 1,9 à 2,5 ‰ au Portugal ;
- de façon corrélative, le nombre de naissances hors mariage a explosé de 27,4 % en 2000 à 37,3 % en 2009 avec des écarts qui demeurent sensibles selon les pays (6,6 % en Grèce).

La modernisation concerne également les inégalités entre les hommes et les femmes qui se sont réduites avec un taux d'emploi des femmes qui est passé de 53,7 % en 2000 à 58,4 % en 2009. La progression est encore plus forte en Espagne (de 31,5 % à 52,8 %) et aux Pays-Bas (de 51,8 % à 71,5 %). La démocratisation de l'accès aux études supérieures et à la connaissance constitue la forme la plus visible de modernisation culturelle. Selon Eurostat, la part des diplômés du supérieur chez les 15-64 ans a progressé de 17 % en 2000 à 23,6 % en 2011. La croissance est plus marquée en Belgique (de 23,8 % à 30,4 %), en Irlande (de 19,2 % à 33,2 %) et en Pologne (de 9,2 % à 20,7 %). Les sociétés européennes sont prises, par conséquent, dans un même élan de modernisation et d'émancipation à l'égard des traditions et de la religion.

L'idée de société européenne suppose plus que la synchronisation des mœurs, une organisation permettant de dépasser les divisions issues de la modernité. L'individualisme, l'autonomie et l'égalité nécessitent, en effet, une organisation politique permettant aux sociétés de se gouverner collectivement en faisant vivre le pluralisme. Au début des années 1980, les sociétés européennes n'étaient pas toutes converties à ce type de régime eu égard à l'existence du système socialiste à l'Est. La chute du mur a mis fin à cette situation et a placé la plupart de ces régimes vers une démocratisation rapide car, d'une part, l'adhésion à l'Union européenne fut conditionnée au respect des critères de Copenhague et, d'autre part, la démocratie n'est pas étrangère à la paix, aspiration fondatrice de la construction européenne. Le développement du capitalisme est également une source de divisions entre gagnants et perdants de la compétition. Et, pour maintenir la cohésion sociale, des dispositifs de solidarité et d'entraides – destinés à assurer aux plus démunis un minimum de ressources – ont été mis en place. Ces dispositifs de protection sociale prennent, cependant, des formes différentes selon les pays :

- Allemagne et France privilégient un système « corporatiste » adossé au travail (système bismarckien) ;
- le Royaume-Uni a fait le choix d'un système beveridgien reposant sur l'impôt ;
- les pays scandinaves ont développé un système universaliste où l'État joue un rôle de premier plan.

Or, les études récentes montrent que les États-providence sont plutôt sur le chemin de la convergence (Pierre Pestieau & Mathieu Lefebvre, *L'État-providence en Europe : performance et dumping social*, Cepremap, 2012). Elles montrent que ni le tournant néo-libéral des années 1980, ni les élargissements successifs n'ont conduit à une érosion des États-providence. En se fondant sur cinq indicateurs (taux de pauvreté, écarts de revenu, taux de chômage longue durée, taux de décrochage scolaire et espérance de vie à la naissance), l'étude de Pierre Pestieau et Mathieu Lefebvre insiste sur la dynamique de rattrapage de la part des pays les moins bien positionnés (Portugal, Espagne, Irlande). Cependant, l'étude du Cepremap s'arrête en 2010 et ne tient pas compte des effets de la crise. Or, les réformes parfois brutales conduites dans les pays les plus touchés ont eu pour conséquence de réduire sensiblement les niveaux de protection sociale.

Enfin, l'Europe n'a aucune chance de former une société si les populations qui la composent ne disposent pas d'un espace partagé de délibérations collectives. Certes, il existe un embryon de société civile européenne avec la Confédération européenne des syndicats (CES) dont la mission est de porter les revendications du mouvement social à l'échelle de l'Union. Néanmoins, ces structures sont encore trop faibles pour former un véritable espace public européen. Deux exemples en témoignent : les manifestations organisées par la CES ne rassemblent que de maigres cortèges ; les élections européennes donnent lieu le plus souvent à des débats nationaux et restent prisonnières de l'actualité des pays membres. Malgré tout, la porosité des espaces publics s'accroît car les opinions publiques évoquent bien souvent des sujets identiques au même moment (la crise est au cœur des débats de Londres à Berlin en passant par Athènes, Madrid ou Paris). Cette situation apparaît paradoxale puisque c'est au moment où l'idée européenne est la plus menacée qu'elle intéresse un grand nombre de citoyens européens. *In fine*, se diffuse chez les citoyens européens, l'idée selon laquelle à défaut d'être une communauté d'espoir, l'Union forme une communauté de destin...

Unité et diversité des capitalismes européens

Parmi les études relatives à la variété des types de capitalisme, l'étude de P. Hall et D. Soskice a centré son analyse sur l'opposition entre économies libérales de marché (ELM) et économies coordonnées par le marché (ECM) (P. Hall et D. Soskice, *Varieties of Capitalism. The Institutional Foundation of Comparative Advantage*, 2001).

Dans les ELM, la coordination des agents serait marquée par un « fondamentalisme de marché » (Joseph Stiglitz) c'est-à-dire :

- des systèmes financiers fondés sur le marché avec un fort biais court-termiste dans la relation de financement ;
- une prédominance des activités de service ;
- des marchés du travail flexibles et peu réglementés où les décisions d'embauche et de licenciement sont peu coûteuses.

En revanche, les ECM reposeraient sur ce que P. Hall et D. Soskice appellent la « coordination stratégique » à savoir :

- des systèmes financiers s'appuyant sur une forte intermédiation bancaire ;
- une norme d'emploi héritée du fordisme. En Europe, celle-ci reste fondée sur l'idée selon laquelle l'emploi doit apporter une rémunération suffisante et des droits sociaux stabilisateurs. Aux États-Unis, l'emploi serait plutôt une simple transaction marchande sans supplément de droits ; ce qui n'empêche nullement que la fraction supérieure du salariat puisse négocier avec l'entreprise des conditions de protection sociale satisfaisantes. La norme d'emploi américaine est donc dérégulée, hétérogène et d'une extrême variabilité ;
- des relations entre entreprises moins concurrentielles que dans les ELM ; ce qui permet d'établir des normes communes de qualification des employés ou de qualité des produits ;
- cette différence s'étend aussi aux types d'activités puisque les ECM favoriseraient le développement industriel où la compétitivité est fondée sur l'accumulation de compétences à long terme.

Malgré la tendance de fond néo-libérale, différents modèles européens restent perceptibles :

- dans les pays nordiques, la petite taille n'empêche pas de développer un capitalisme industriel hautement compétitif (Novo-Nordisk Pharma, Nokia...). En outre, les mécanismes de protection sociale visent à une requalification rapide de la main-d'œuvre ;
- de son côté, le capitalisme rhénan a conservé une base industrielle solide s'appuyant sur un puissant effort de R&D. On retrouve ici l'histoire du capitalisme allemand où système bancaire et système industriel étaient imbriqués. Les pays du Benelux présentent des similitudes mais de façon plus industrialisées soit parce que le capitalisme commercial l'a toujours emporté (Pays-Bas), soit parce que le capitalisme s'est désengagé de l'industrie au profit d'une insertion dans le capitalisme commercial ou financier (Belgique et Luxembourg) ;
- le capitalisme français reste marqué par des rigidités institutionnelles où le pouvoir politique tend à conserver des réflexes de protection de ses champions nationaux au nom du patriotisme et du redressement productif (décret du 15 mai 2014 sur le contrôle public des investissements étrangers et participation à hauteur de 20 % dans le capital d'Alstom).